



■ Comptes nationaux trimestriels – Méthodologie de la Première estimation du T1 2020

Le contexte de confinement de la population française depuis la mi-mars dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 a conduit à modifier la Première estimation des comptes trimestriels du premier trimestre 2020 pour plusieurs raisons. Tout d'abord, certains indicateurs n'ont pas été produits par le Système Statistique Public ou les autres organismes fournisseurs, ou bien trop tardivement pour être pris en compte dans la Première estimation (cf. [tableaux en Annexe](#)). Ensuite, le confinement entraîne une baisse inédite de l'activité en mars 2020. Or, lors d'une Première estimation, une partie des indicateurs manque habituellement pour le dernier mois du trimestre, notamment dans les services. Des modèles économétriques sont alors utilisés pour extrapoler ces données manquantes, ce qui n'est pas pertinent ce trimestre. Enfin, la construction des comptes trimestriels repose sur des relations économétriques qui font implicitement l'hypothèse d'une stabilité et d'une linéarité des relations entre grandeurs économiques (entre production et consommation intermédiaire par exemple) et aussi entre indicateurs et comptes nationaux annuels (relations d'étalonnage). Ces hypothèses ne tiennent plus dans le contexte économique inédit de ce trimestre. La présente note expose les stratégies qui ont été mises en œuvre pour la production des comptes trimestriels.

1. Stratégie pour les informations manquantes en mars 2020

Pour les sources disponibles (Indice de la production industrielle, douanes, commerce de détail, etc.), les indicateurs usuels ont été privilégiés. Les producteurs des indicateurs ont été interrogés pour savoir s'ils avaient rencontré des problèmes de collecte pour les données du mois de mars et les estimations du Point de conjoncture ont été comparées avec celles des indicateurs habituels afin de croiser les sources.

Pour prolonger les indicateurs des comptes trimestriels non disponibles en mars 2020 (services, construction, etc.), et lorsque cela était possible, les estimations d'activité par branche ou de consommation des ménages par produit du Point de Conjoncture du 9 avril 2020 ont été utilisées : ces estimations s'interprètent comme la baisse d'activité de la semaine du 23 au 29 mars 2020 liée aux mesures de confinement intervenues le 17 mars. Pour estimer l'évolution sur l'ensemble du mois de mars, l'hypothèse retenue est celle d'une évolution nulle en glissement annuel sur la 1^{re} moitié du mois de mars et d'une évolution égale à la baisse instantanée d'activité ou de consommation sur la deuxième moitié du mois mesurée dans le Point de Conjoncture. Toutefois, là où le Point de Conjoncture s'est appuyé sur des données en temps réel comme les données de cartes bancaires, une comparaison des totaux des mois de mars 2019 et 2020 a été utilisée plutôt que les variations hebdomadaires, pour tenir compte de l'ensemble des effets conjoncturels du mois de mars.

Par ailleurs, plusieurs composantes du PIB pour lesquelles des indicateurs manquaient ne sont pas couvertes par le Point de Conjoncture, notamment l'investissement en biens d'équipements et en services hors construction, ainsi que les échanges extérieurs de services. Pour ces composantes, des estimations fondées sur les évolutions d'autres composantes proches (production ou consommation des mêmes produits) ont été réalisées. Ces estimations sont donc par construction plus fragiles que le reste des comptes trimestriels. Pour les échanges extérieurs de services, des premières informations remontant de la Balance des Paiements ont été également utilisées pour calibrer les différences d'évolution entre exportations et importations de services.

2. Contrôle des relations d'étalonnage pour le mois de mars 2020

La méthodologie des comptes trimestriels s'appuie à la fois sur les données des comptes annuelles et les indicateurs conjoncturels provenant de multiples sources. Les indicateurs conjoncturels sont étalonnés et calés sur les comptes annuels réputés plus exhaustifs. Toutefois, la méthodologie d'étalonnage-calage des comptes trimestriels peut conduire à atténuer les fortes évolutions des indicateurs conjoncturels. En effet, l'agrégat obtenu par étalonnage-calage peut être décomposé, en première approximation, comme la somme d'une partie étalonnée (évoluant comme l'indicateur) et d'une partie lissée, évoluant par construction peu d'un mois à l'autre. Lorsque l'indicateur ne traduit qu'imparfaitement les évolutions passées issues des comptes annuels, la relation d'étalonnage est de mauvaise qualité et la partie lissée est plus importante, ce qui peut conduire à modérer les évolutions de l'indicateur. En temps normal, cet effet modérateur ramène une partie des fortes évolutions vers une évolution proche de l'évolution moyenne de l'activité mensuelle. Cela conduit donc à atténuer la volatilité des comptes sans biaiser les estimations.

Au mois de mars 2020, la plupart des indicateurs des comptes trimestriels évoluent fortement à la baisse et l'effet modérateur de l'étalonnage introduit donc un biais à la hausse. Pour corriger ce biais, les agrégats pour lesquels l'évolution était manifestement trop lisse par rapport aux évolutions de l'indicateur ont été corrigés de façon à retracer plus fidèlement l'évolution sous-jacente des indicateurs.

D'autres agrégats, qui présentent usuellement de faibles variations conjoncturelles et/ou pour lesquelles il n'existe pas d'indicateurs infra-annuels, sont estimés par lissage de manière à correspondre aux comptes annuels passés et à une prévision pour l'année en cours, en minimisant les variations d'un mois sur l'autre. C'est par exemple le cas de la consommation des ménages en activités de sports et de loisirs. Lorsqu'il y a lieu de penser que leur évolution est affectée par le confinement, le lissage a été remplacé par des estimations fondées sur les informations du Point de conjoncture (cf. supra).

3. Modification des traitements de comptabilité nationale

Consommations intermédiaires

Dans la construction des comptes trimestriels, les consommations intermédiaires des branches d'activité évoluent proportionnellement à l'évolution de la production de la même branche. Lorsque la conjoncture évolue brutalement, cette hypothèse de stabilité des coefficients techniques, n'est plus pertinente pour des consommations intermédiaires représentant des coûts fixes à court terme, comme les loyers professionnels ou les services d'assurances. Pour ces services, l'hypothèse retenue est celle d'une stabilité à court terme des consommations intermédiaires malgré la baisse de la production des branches consommant ces services. Les éventuels reports d'échéance de loyers professionnels ne sont pas enregistrés comme des baisses de consommations intermédiaires mais comme des transferts entre locataires et bailleurs.

Production non-marchande des administrations publiques

Dans les comptes nationaux, la production non-marchande est estimée par la somme des coûts, notamment salariaux. A cet égard, le confinement a introduit une hétérogénéité de situation pour les employés des administrations publiques. Pour ceux travaillant sur site (hôpitaux notamment, police, etc.), il est probable que l'activité ait augmentée. Pour ceux en télétravail, leur production peut être considérée comme maintenue. Mais pour les employés des administrations publiques qui ne sont ni en situation de télétravail, ni sur site, de fait, leurs salaires ne correspondent plus à une production et leur situation peut s'assimiler aux dispositifs d'activité partielle du secteur privé. La production et la valeur ajoutée des administrations publiques a donc été réduite en volume pour prendre en compte cette dernière situation, conformément aux préconisations d'Eurostat¹. La part des agents publics dans cette situation est toutefois encore difficile à estimer. L'estimation conventionnelle retenue est qu'un quart des fonctionnaires, hors services de santé et Education Nationale, n'était pas en situation de travail les 15 derniers jours de mars. La production et la consommation collective de services d'administration publique baisseraient ainsi de 3% au 1^{er} trimestre. Cette première estimation est fragile et pourrait être revue fin mai, avec la publication des Résultats détaillés.

FBCF en construction

Usuellement, la FBCF en bâtiments neufs est estimé à partir des mises en chantiers de logements et de bâtiments non-résidentiels, à partir de modèles de grille délai : l'investissement correspondant à la construction d'une surface de bâtiment est réparti entre la date de mise en chantier et une date de fin chantier, estimée à partir des durées de chantiers observées sur le passé. La crise actuelle a interrompu la plupart des chantiers en mars, ce qui met en défaut cette méthode. La baisse de l'investissement a donc été

¹ Guidance On Quarterly National Accounts (Including Flash) Estimates In The Context Of The Covid-19 Crisis, Methodological note, Eurostat (<https://ec.europa.eu/eurostat/data/metadata/covid-19-support-for-statisticians>)

directement estimée à partir des informations du Point de Conjoncture sur les arrêts de chantiers, obtenues auprès des fédérations professionnelles du bâtiment.

4. Neutralisation de l'effet du mois de mars 2020 sur les corrections de variation saisonnière (CVS)

La forte baisse de la plupart des séries au mois de mars ne doit pas être interprétée par les modèles de CVS comme une baisse du niveau d'activité moyen d'un mois de mars et ne doit donc pas modifier les CVS sur le passé. Ainsi, le mois de mars 2020 n'a pas été pris en compte dans le calcul des CVS pour cette estimation. Les coefficients CVS sont inchangés par rapport ceux estimés jusqu'au mois de février 2020. Cette modification de la politique de révision des CVS est amenée à se poursuivre lors des prochaines publications des comptes trimestriels.